

# Déclaration de la Commission Exécutive

finances  
**Solidaires**

## Quand l'Etat sacrifie ses moyens c'est la collectivité qui en fait les frais !



La commission exécutive de la fédération Solidaires Finances s'est tenue les 3 et 4 juillet 2013. Analysant les orientations économiques et sociales gouvernementales (en particulier en matière de protection sociale avec la réforme annoncée du système de retraites) et la baisse du budget de 6,6% du Ministère de l'économie et des finances (avec de plus une nouvelle vague de 2564 suppressions d'emplois prévus pour 2014), elle a une nouvelle fois dénoncé l'austérité budgétaire ainsi que le caractère « non prioritaire » du Ministère alors que les missions qu'il exerce sont au cœur des enjeux politiques, économiques et sociaux.



Ces orientations vont immanquablement dégrader davantage les conditions de vie au travail des agents ainsi que l'exercice des missions de service public. Elles vont de plus se traduire par un recul de la présence du service public sur le territoire, notamment pour ce qui concerna la DGFIP auprès des collectivités locales laissées à elles mêmes.. Elles vont en outre accroître le risque « d'accidents industriels » (comme la DGCCRF l'a connu avec l'affaire de la viande de cheval) : certaines missions ne sont de facto plus assurées, les conséquences peuvent en outre s'avérer particulièrement néfastes. Il en va ainsi en matière de lutte contre la fraude économique, financière et fiscale : alors que le gouvernement déclare en faire une priorité, il diminue les effectifs de contrôle (de la Direction générale des finances publiques et des douanes).



Dans le même temps les grands corps d'Inspection et de Contrôle (IGF, CGEFI, CGIET...) voient renforcer leurs prérogatives et missions. Comme sous Nicolas Sarkozy, avec la néfaste RGPP et la RéATE, ils sont à la manœuvre. Ils inspectent, audient tous azimuths. Ils répondent ainsi aux commandes du gouvernement et du Comité interministériel de Modernisation de l'Action publique qui entendent leur faire jouer un rôle majeur dans l'examen de l'efficacité et la mesure de l'efficacité des organisations publiques. Le gouvernement attend d'eux des préconisations. Ils en prennent ! Leurs recommandations vont toutes dans le même sens : celui du démantèlement des missions publiques de terrain et des « gains de productivité » inégalés.



Dans un contexte de rigueur et de régression programmées des droits sociaux au plan interprofessionnel (retraites, accord national interprofessionnel), dans la fonction publique (gel du point d'indice de la fonction publique) et au sein de « Bercy » (inquiétude sur l'avenir de l'action sociale, suppressions d'emplois, déclin de la Modernisation de l'action publique dans les administrations de Bercy), la fédération Solidaires Finances :



- dénonce les projets de régression des droits sociaux, en matière de protection sociale (retraites) par exemple,
- demande au gouvernement de renforcer en moyens humains, financiers et juridiques les Ministères économique et financier,
- appelle les agents à s'inscrire dans toutes les actions et initiatives qui seront menées en vue de défendre leur pension et droit à la retraite, leurs conditions de vie au travail, leur pouvoir d'achat, les missions de service public.

